Numéro 126
Samedi
12 avril 1980

prix : 1 F

12 cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Loisirs passifs : avec Giscard, glandez aisé • Technique : information égale énergie et vice-versa • Médecine : moralité scabreuse • Mutuelles : ceux qui sabotent • Libertés en U.r.s.s : de mieux en mieux • Mots croisés avec le G.s.e-S.n.c.f • Sanctions contre l'Iran : Carter s'énerve • Guatemala : encore des meurtres politiques • Participation : piège à R.p.r

L'Etat giscardien a honte de ses morts

« Circulez, y'a rien à voir »

On meurt quand même beaucoup dans les millieux dirigeants de l'Etat giscardien. Cela n'est pas dû à une épidémie ni à la mauvaise santé du personnel politique, puisqu'il s'agit de morts violentes. Le phénomène tiendrait plutôt aux conditions d'existence des hommes qui exercent le pouvoir. Ou qui y touchent. Ces conditions ou ces moyens d'existence font en tout cas de la fonction gouvernementale un métier dangereux.

Trois hauts personnages se sont ainsi trouvés frappés en peu de temps : deux anciens ministres et un ministre en exercice. Bien entendu, chacune de ces disparitions s'explique. Du moins lui donne-t-on une explication.

Rien que du banal

Ainsi, pour le prince de Broglie, deux ministres de l'Intérieur qui savent de quoi ils causent et n'ont rien à cacher - l'ont bien dit : il n'y a pas de mystère. Il a tout simple été victime d'un règlement de comptes, rapport à des affaires véreuses dans lesquelles il s'était aventuré. Tout le monde le savait. La police avait même été prévenue que quelques malfrats s'apprêtaient à l'abattre. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner, ni de chercher des complications : il s'agit, en somme, presque d'une mort naturelle.

Quant à Robert Boulin, là encore c'est tout simple : il a pris des barbituriques et s'est noyé dans quarante centimètres d'eau fangeuse. C'était après tout bien son droit de décider d'en finir, après avoir commis une petit faute ou quelques étourderies dans une opération immobilière.

Le meurtre de Joseph Fontanet ne pose pas davantage de questions : la preuve, c'est qu'on n'en parle plus. Tout a été dit quand on a eu dit que c'était pur hasard : qu'il ait été exécuté par un rôdeur, un automobiliste irrascible, ou un violent qui aurait fait ça pour rire, ne change rien à la limpidité d'une affaire limpide : les crimes gratuits, ça arrive tous les jours.

Tous les jours aussi et toutes les nuits, il y a des gens par dizaines qui meurent sur les routes. C'est ce qui vient d'arriver à Charles Bignon, ex-député de la majorité, grand ami et confident de Jean de Broglie. Ce n'est pas parce que sa voiture était au moment de l'accident arrêtée sur l'autoroute tous feux éteints et frein serré, qu'il imaginer des choses étranges. Placée comme elle l'était, il n'y a rien de surprenant à ce qu'elle ait brûlé après avoir été écrasée par un poids lours danois dont le conducteur ne pouvait évidemment pas la voir. Maintenant, si l'on demande pourquoi cette voiture était là, comme ça, avec M. Bignon dedans, il est clair que lui seul aurait pû l'expliquer. Mais, allez savoir ce qui se passe dans la tête d'un homme qui va mourir ! C'est si vrai qu'il s'agit d'un accident accidentel que le parquet n'a même pas ouvert une information et s'est contenté du rapport de gendarmerie sur cet accident « tout à faire banal » et concluant : « il est inutile de chercher plus loin ... même si la victime fût un proche collaborateur du prince de Broglie (écrit en Parquet dans le texte).

Il resterait un dernier cas pour l'instant : celui de René Journiac, éminence grise de M. d'Estaing, dont l'avion s'est écrasé il y a quelque temps, quelque part en Afrique. Mais, tout le monde sait que les voyages en avion comptent des risques, et que les missions dangereuses font courrir des dangers. D'ailleurs, la preuve que là non plus il n'y a pas de mystère, c'est qu'on n'a plus jamais entendu parler de l'enquête qui avait été ordonnée au lendemain de l'accident. Vous pensez bien que s'il y avait eu quelque chose à savoir, on l'aurait su !

Quand les voix officielles se taisent, c'est qu'il n'y a rien dire. C'est après tout normal que le ministre des flics respecte la consigne de ses subordonnés en uniforme : « circulez, y a rien à voir ». Et c'est vrai que les morts, c'est pas beau à regarder.

Georges Fillioud

Croqué



Nixon, expert en scandales, juge les affaires françaises.

épinglé

« J'ai plutôt tendance à croire ce que disent les gens quand ils le disent de façon solennelle ».

Yves Guéna, député R.p.r de Dordogne, à propos des déclarations de Bonnet sur l'affaire de Broglie.

Participation libérale avancée

Les cadres chiraquiens obtiennent 3 % du pouvoir

Le débat sur la participation qui aura lieu à l'Assemblée nationale la semaine prochaine a un objectif clair pour les partis de l'actuelle majorité. Il s'agit de montrer le « visage social » de la droite qui nous gouverne. Et dans ces conditions, l'armistice conclu entre R.p.r et U.d.f sur le sujet n'est qu'un marché de dupes. Les dupes en l'occurence étant ceux que l'on cherche à faire participer.

De qui se moque-t-on en effet sinon des salariés auxquels on va distribuer quelques miettes de plus sur des bénéfices truqués pour raisons fiscales, quelques actions de grandes sociétés auxquelles aucun pouvoir réel ne sera attaché, quelques strapontins - pour les seuls cadres - dans des conseils d'administration, qui continueront à prendre leurs décisions dans des réunions restreintes aux seuls capitalistes.

Arrivant à l'Elysée, Giscard avait demandé un rapport sur la réforme de l'entreprise. Même rédigé sous l'œil d'un

(suite en page 2)

POSITION

Loisirs passifs

Ça se passe en France... et nulle part ailleurs ?

par Guillaume Douze

A en croire la rumeur, jamais, il n'y a eu autant de monde sur les routes pour un week-end de Pâques. Malgré le prix du super, malgré les 13 % et quelque hausse de prix, malgré le million et demi de chômeurs.

Malgré le fait que, selon la formule de Jacques Delors, «la France s'en fout».

Peut-être même *surtout* parce qu'elle «s'en fout» ; à la fois d'une crise que ses gouvernants ne savent que contempler impuissants, de débats politiques qui paraît-il les concernent peu, de querelles qui à ce qu'on dit ne les regardent pas.

Les Français se replient donc sur leur petite coquille individuelle, incités qu'ils sont par les média - et au delà ce que le jargon nomme l'idéologie dominante - à se distraire. Se distraire, l'expression dit bien ce qu'elle entend signifier : penser à autre chose. Et tout est bon pour ce faire.

Malgré la crise - et peut-être à cause de la crise - les ventes de chaînes haute-fidélité ont progressé de 10 % (en nombre) l'an dernier. Il s'est ainsi vendu 900.000 de ces engins. Un peu plus d'une demi-chaîne par chômeur dirait un subtil calculateur.

Même succès pour les appareils photos : il s'en est vendu aussi près de 900.000 en 1979 venant s'ajouter à un parc de dix millions... Et n'oublions pas la télé, installée dans tous les foyers ou presque.

Témoin et bénéficiaire de ce boom, la F.n.a.c, qui vient d'entrer en Bourse, peut se targuer d'une progression de ses ventes de 20 % l'an dernier. Elle n'est pas la seule à qui le revers de la crise profite.

Ecoutez de la musique, jouez les photographes, regardez votre petit écran et puis aussi voyagez ! Les ménages français, selon notre joyeux ministre de la jeunesse Soisson, affectent 12 % de leurs dépenses de consommation à des déplacements et des séjours d'agréments. Et ce pour les seules dépenses enregistrées en France. Près de cent milliards de francs ! Autant que leur impôt sur le revenu en 1979, noterait un esprit malin.

Tant mieux pourrait-on dire en constatant que, en définitive, nos compatriotes - pas les chômeurs, pas les exclus, les autres - prennent du bon temps, se cultivent et voient du pays. Nul en tout cas ne songerait à leur faire grief.

Passivité = soumission ?

L'inquiétude, et même l'irritation, vient de ce que rien d'autre ne leur est vraiment proposé que de la musique en boite et des «camps» de vacances qui ne leur renvoient que le négatif de leur vie au travail. Aucun projet gouvernemental, aucun progrès social. Même si un effort important d'animation culturelle et touristique ne doit pas être mésestimé, notamment dans le cadre de municipalités de gauche.



Publicité pour loisirs actifs

Dans un livre de science-fiction, Pierre Boulle imagine une société dans laquelle les gens mourant (au sens propre) d'ennui, les gouvernants en viennent à inventer des jeux... de plus en plus sanguinaires qui conduisent «normalement» à des apocalypses.

Giscard et ce (voire ceux) qu'il incarne n'en sont point là. Ils amusent les Français avec des jeux plus inoffensifs. Mais qui ont tous ce point commun d'être «unidimentionnels» c'est-à-dire sans retour, sans feed-back comme disent les pseudo-scientifiques.

Autrement dit, ce pouvoir entretient la passivité sur le plan culturel espérant sans doute qu'elle se traduira sur le plan politique.

«Des veaux», disait de Gaulle, non sans mépris. On ignore de quel vocable use Giscard à l'égard des Français. A voir où il les conduit il ne doit guère être plus flatteur. Quelque chose comme «les sujets très soumis de sa Majesté le Président» ?

Participation libérale avancée

(suite de la première page)

membre de la majorité, le député de Blois Pierre Sudreau, le rapport était trop audacieux pour n'être pas immédiatement enfoui au fond d'un tiroir où il dort toujours.

Et Giscard, s'apprêtant à briguer un nouveau bail à l'Elysée nous refait le coup du trompe-l'œil avec ces projets tronqués qui vont être votés unanimement par la majorité. Providentielle «renaissance» des idées gaullistes, dont les élus, à l'image des propositions giscardiennes, réussissent ainsi à «participer» à l'exécutif : ils conservent à peu près 3 % du pouvoir !

Participer, c'est concourir ensemble aux mêmes objectifs. Pas besoin de s'appesantir sur ce que cela signifie en termes de collaboration de classes !

Mais si ces messieurs de la majorité et du patronat veulent vraiment avancer sur ce terrain, une petite suggestion : respectez les ordonnances de la Libération sur le fonctionnement des comités d'entreprises et donnez aux représentants des salariés l'information réelle sur les comptes et les stratégies des entreprises.

Plus difficile à faire que la distribution d'avantages factices.

Débat technique

Un baril d'information contre deux colonnes de pétrole

Le rapprochement entre la contestation nucléaire et la contestation informatique, qui vient de s'illustrer à Toulouse, est immédiat. Mais le lien entre les deux phénomènes ne tient pas seulement à la «peur du progrès» - la crainte de mourir asphyxié sous les tunnels du chemin de fer, pour citer Jean Boissonnat. Elle ne s'explique pas seulement par l'appréhension suscitée par un éventuel «Big Brother» (Orwell) comme en fait l'hypothèse Pierre Drouin. En fait le couple «énergie-information» est la clé de nos sociétés.

Voilà belle lurette que, dans leur ghetto, les cybernéticiens évoquent la structuration du monde en termes «d'énergie informée». Il faut comprendre dans ce cas les deux termes «énergie» et «information» dans un sens extensif. Il s'agit de tout autre chose que du pétrole d'un côté et des mass média de l'autre.

Technocrates ou politiques ?

En l'occurence le mot «énergie» recouvre le mot «travail», travail produit, travail accumulé, travail reproduit. Et l'information concerne tout le système de signes et de codes qui permet à la fois à une société d'être intelligible et d'être irriguée - et dominée - par des pouvoirs.

Analyses difficiles, réservées aux *spécialistes* jusqu'ici et volontiers traitées par le mépris du côté des «politiques». Pourtant l'irruption dans notre vie quotidienne, à la fois des banques de données et de la bataille pour l'énergie - bataille pour le pétrole, l'électricité, mais aussi pour l'emploi - doit sans nul doute redonner un sens et une nécessité à ce débat. Un débat que consciemment ou inconsciemment la technocratie tente de trancher dans son coin.

RIPOSTE
12, cité Malesherbes - 75009 PARIS - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Edition : Gérard Colé
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : Ofres - **Impression** : Gaulier-Paris

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC LE GSE-SNCF

Le G.s.e national S.n.c.f regroupe cinquante sections et groupes socialistes d'entreprise. Il a été créé en 1976. Jean-François Vallin (31 ans) en est le secrétaire. Agent de maîtrise, il est responsable de la sécurité et de la circulation des trains à la gare d'Etampes : «Il est difficile, dit Jean-François Vallin, de savoir exactement combien d'adhérents et de sympathisants nous regroupons car nous sommes en plein recensement pour la Conférence nationale «Entreprises» qui se déroulera les 16, 17 et 18 mai prochain à Massy».

— Quelle est la spécificité du G.s.e national S.n.c.f ?

«Comme tous les G.s.e nationaux notre rôle est de coordonner et de stimuler l'action des sections et des groupes. Mais aussi de leur proposer des modèles de tracts, de faire la liaison entre eux et la Commission nationale «Transports», informer nos camarades des interventions des parlementaires socialistes sur les problèmes des transports.

«Mais notre spécificité réside dans ce que nous sommes très peu parisiens, très bien implantés en province : le G.s.e du Nord, par exemple compte 300 adhérents. C'est parce que nous pouvons circuler sans problème (avantage cheminot !) que, depuis deux ans, nous mettons en place des G.s.e régionaux et que nous tenons une Assemblée générale nationale tous les trois mois».

— Quel est actuellement le souci majeur des cheminots ?

«C'est plus qu'un souci, c'est une grande peur : après la publication du rapport Guillaumat, on va vers la disparition de notre entreprise. Nous étions 500.000 après la guerre, nous sommes 230.000 maintenant. On n'embauche plus, on supprime des lignes et des arrêts intermédiaires. Le chemin de fer ne dessert plus que les grandes villes.

«En ce qui concerne le trafic marchandise, on assiste à la disparition des triages. On constitue des trains complets allant d'un point à un autre. Si une entreprise n'a besoin que d'un seul wagon on l'incite à prendre un camion !»

— On a parlé de dénationalisation ?

«En effet quel sera notre statut à l'échéance 1982, puisque la S.n.c.f a été créée pour 45 ans. Il y a un risque d'éclatement, comme celui qui a «règlé» sont sort à l'O.r.t.f. Il y aurait deux sociétés, l'une pour le transport des voyageurs, l'autre pour celui des marchandises, comme au Canada.

«Mais il y a déjà dénationalisation : beaucoup de wagons privés, y compris des wagons de voyageurs, comme ceux de la compagnie Wastel, qui sont transportés par des trains S.n.c.f. Les wagons privés de marchandise tournent beaucoup plus que les wagons de la société. On affecte aux premiers les transports les plus rentables. La bonne gestion du parc S.n.c.f est ainsi rendue beaucoup plus difficile. Il faut savoir aussi que le gros entretien des voies et celui des caténaires ainsi que leur construction sont confiés à des entreprises privées».

— Et le fameux déficit ?

«Le déficit réel représente 1/10e de ce que le gouvernement appelle «le déficit». Une des causes importantes de ce dernier est le paiement par la S.n.c.f des cotisations retraites, non en fonction du nombre des salariés qu'elle a aujourd'hui mais en fonction de tous ses retraités. Les billets de congés payés, les billets à 75 % de réduction pour les militaires de carrière entre autres font que la S.n.c.f assure un service social.

«La S.n.c.f n'est donc pas une entreprise comme une autre. Le problème est de savoir si on l'utilise aussi comme un moyen d'aménagement du territoire. Le coût social de la désertification, des accidents de la route fait partie des paramètres que l'on doit intégrer si l'on parle de déficit».

— Quel est actuellement le principal axe de travail du G.s.e ?

«A notre horizon immédiat, il y a la prochaine conférence nationale «Entreprises». Nous étudions un rapport de la Commission européenne sur les infrastructures des transports dont nous discuterons à Massy : il faut aboutir à une harmonisation de ces infrastructures.

«Le 18 avril, François Mitterrand donnera, d'ailleurs, une conférence sur le problème des transports».

Nouvel ordre économique international

Le Comité national du Mouvement de la paix pour l'indépendance et le développement (C.n.i.d) organise un colloque sur le problème du Nouvel ordre économique international, le samedi 19 avril (de 9 h 30 à 18 h) à la Mairie de Clichy, 80, bd Jean-Jaurès - contact : 874.35.86.

Sur l'agenda du Premier secrétaire

Dimanche 13 - Boulogne-sur-Mer
11 h 00 - rencontre avec militants et élus
12 h 30 - conférence de presse au Casino
Lundi 14 - Paris (Cognac-Jay)
Invité du Journal Télévisé de 13 h 00
Jeudi 17 - Paris (Assemblée nationale)
Intervention dans le débat de politique étrangère
Vendredi 18 - Paris (Palais des Congrès)
Colloque de l'Union des Transports Publics sur les années 80 - Intervention sur le thème : «Transports publics nécessaires et facteurs de la qualité de la vie».
Dimanche 20 - Paris (Europe 1)
Club de la Presse.

MUTUELLES

Le 9 avril, les députés socialistes ont proposé à l'Assemblée nationale, d'abroger le décret du 15 janvier 1980 interdisant aux mutuelles de rembourser le ticket modérateur de sécurité sociale.

Grâce à une procédure très rarement employée, le gouvernement et l'Assemblée ont lâchement déclaré l'amendement irrecevable, comme ne se rapportant pas directement au texte qu'il visait : il s'agissait pourtant d'un amendement aux articles relatifs à la mutualité sociale agricole dans la loi d'orientation.

Malgré toutes les promesses démagogiques qu'ils n'ont pas manqué de faire aux mutualistes dans leur circonscription depuis deux mois et demi, 284 députés R.p.r et U.d.f ont empêché l'Assemblée de se prononcer sur cette affaire : le décret du 15 janvier s'appliquera donc comme prévu le 1er mai.

L'attention de l'opinion publique et des mutualistes est spécialement appelé sur ce «tour de passe-passe» de procédure et sur la liste des 284 députés de droite qui sont restés inébranlablement fidèles à une politique réactionnaire, anti-sécurité sociale des ordonnances de 1967.

MEURTRES POLITIQUES AU GUATEMALA

Loin de s'atténuer, la répression et les meurtres perpétués par des groupes d'extrême droite se développement au Guatémala. L'assassinat de Johnny Dahinten, professeur à la Faculté de Droit, venant après ceux de nombreux étudiants parmi lesquels Marco Antonio Urizar, Président de l'Association des étudiants en lettres, ne peut que révolter tous les démocrates.

Le Parti socialiste appelle une fois de plus au rétablissement de la liberté et à l'instauration de la démocratie au Guatémala. Il assure les forces démocratiques et progressistes guatémaltèques de son entier soutien.

(Communiqué de Lionel Jospin Secrétaire national aux relations internationales).

QUESTIONS ECRITES

A l'Assemblée

d'André DELEHEDDE
sur la situation des retraités qui perçoivent le minimum vieillesse qui correspond actuellement à 50 % du S.m.i.c.

Au Sénat

de Félix CICCOLINI,
pour inclure, dans les programmes d'éducation civique des élèves fréquentant les écoles primaires et les établissements secondaires, des cours expliquant les dangers d'incendies, l'été venu, dans les forêts méditerranéennes et les mesures de prudence qu'il convient d'observer pour éviter ces fléaux.

Parlez de «Riposte» autour de vous

TELE-P.S.

DANS L'UNITE, CETTE SEMAINE : LE MENSONGE EST-IL REVOLUTIONNAIRE (PAR CLAUDE ESTIER) ET LES VINGT ANS D'UN ESPOIR : LE P.S.U (PAR JEAN POPEREN).

ACTUEL

Ptt : recul du pouvoir
Après Carcassonne... Montpellier

Pour s'opposer au plan de restructuration du service de la distribution visant à supprimer des emplois (3.000 au plan national) les préposés de Montpellier R.p et Montpellier-La-Paillade se sont mis en grève le 13 mars 1980 à plus de 90 %, à l'appel de leurs trois organisations syndicales (C.g.t - C.f.d.t - F.o).

Le 27 mars, devant la détermination des grévistes, l'administration décidait de répartir le courrier dans les divers bureaux de postes de Montpellier afin que les usagers viennent le retirer aux guichets.

Face à cette atteinte au droit de grève et au statut de la fonction publique, divers services tels que : guichets de Montpellier R.p, centre de tri automatique, caisse d'épargne, chèques postaux, ont riposté massivement en débrayant sans préavis. Les préposés de Beziers, de Lunel etc... se joignaient au mouvement.

La section entreprise P.t.t, le G.s.e, les responsables fédéraux, les élus socialistes du Conseil général, la municipalité de Gauche ont constamment apporté sur le terrain leur appui à cette lutte exemplaire.

Après 21 jours de grève et de très dures négociations, l'administration devait finalement reculer. Quand les travailleurs se battent unitairement le plan Giscard ne passe pas la barre !

Les Neuf à Carter :
« De tout cœur avec vous... »

Les ministres des Affaires Etrangères des Neuf réunis à Lisbonne ont répondu exceptionnellement vite à l'appel de Jimmy Carter.

Cette hâte et une plus grande fermeté dans les termes de la déclaration sont les seules notations positives que les Neuf ont concédé à Washington.

Le président des Etats-Unis ne s'y est pas trompé puisqu'il a déclaré : « des pays demandent a être compris, mais ils refusent souvent de nous comprendre ».

Amère formule que les Japonais n'ont pas manqué de lui retourner. A sa demande de rompre leurs relations diplomatiques avec l'Iran, ils ont répondu qu'il était « extrêment difficile pour le Japon de prendre une telle mesure dans les conditions actuelles ». Autrement dit « comprenez-nous ! ».

Mais comment comprendre la colère du Président Carter, qui ne semble pas feinte ? Parce qu'il s'était fait des illusions ? Il est certain que sa remontée politique, basée sur l'élimination des doutes nés du Watergate, de la guerre du Vitenam, des abus de la C.i.a et du F.b.i, pourrait retomber aux bas niveaux de départ si l'affaire des otages s'enlisait.

Ce n'est pas seulement l'énergie présidentielle que les américains demandent, c'est son efficacité.

Et l'électorat recommence à douter. Les otages restent prisonniers. Les Soviétiques occupent toujours l'Afghanistan. Les prix montent. L'argent est trop cher, et le crédit de plus en plus rare.

Carter a fait appel à la solidarité internationale, après qu'au Sénat, on lui ait répliqué : « C'est de la folie de parler de solidarité nationale, alors que l'économie s'écroule ».

Jour après jour, il apparaît que le gouvernement iranien tient une partie de l'enjeu de l'élection présidentielle américaine. Et dans ce match haletant, les Neuf n'ont pas de vocation à jouer les ramasseurs de balle.

Bulle

Une infirmière employée dans le service de réanimation d'un hôpital de Las Vegas a été inculpée de meurtre mercredi. Elle aurait débranché les appareils qui maintenaient un patient en vie depuis deux mois.

Ce qui rend cette information stupéfiante, c'est que l'inculpation fait suite à des rumeurs persistantes selon lesquelles le personnel de ce service prenait des paris sur le temps qui restait à vivre aux malades placés sous sa garde.

D'autre part, on apprend qu'un étudiant en médecine français a été condamné par un tribunal de Moselle pour bris de scellés : arrêté par les gendarmes alors qu'il conduisait après une joyeuse soirée, et l'alcootest se révélant positif, il subit une prise de sang à l'hôpital, puis fut autorisé à rentrer chez lui. Mais dans la nuit, l'étudiant revint à l'hôpital pour faire disparaître les preuves de sa faute.

On sait aussi que tous les régimes totalitaires trouvent des auxiliaires médicaux dévoués pour conseiller les tortionnaires lors d'interrogatoires poussés.

On n'ignore plus qu'un uniforme de gardien de la paix peut couvrir une « brebis galeuse » (voir catalogue Bavures).

S'il faut maintenant y regarder à deux fois avant de se confier à une « blouse blanche »... où va-t-on ?

On y va, hélas, on y va...

Résumées

Eastern news

• La famille du dissident soviétique Anatoly Chtcharansky annonce qu'il vient d'être envoyé dans un camp de travail de l'Oural après avoir purgé une peine de trois ans de prison. D'autre part, on apprend que le K.g.b a perquisitionné dans les appartements de plusieurs dissidents appartenant à un groupe qui se consacre à l'enregistrement des abus des traitements psychiatriques. Des livres, des documents et du matériel ont été saisis chez Léonard Ternovsky et Félix Serebrov, membres du groupe. Ces perquisitions seraient liées à l'arrestation en février de Vyacheslav Bakhmin, un autre membre du groupe. Serebrov et Ternovsky ont également été convoqués et interrogés.

• Les hommes du K.g.b ont également fouillé les domiciles de Yuri Golfand, Irina Grivnina et Ivan Kovalyov, le fils du biologiste Sergei Kovalyov, lui-même emprisonné. Kovalyov, membre du même « groupe de Helsinki » qui enregistre les violations aux Droits de l'Homme, a déclaré que les policiers avaient emporté les archives du mouvement, des copies de « samizdats » et d'autres papiers.

• Par ailleurs, le dissident tchécoslovaque Julius Tomin, animateur de l'« université libre » a été arrêté jeudi pour la deuxième fois en quelques jours, indique-t-on de source informée à Vienne.

• Enfin, Vladimir Burtsev et Viktor Popkov, deux membres d'un séminaire chrétien « non-officiel » ont été condamnés à dix-huit mois de camp de travail à Smolensk, pour avoir falsifié leur livrets de travail afin de faire croire qu'ils travaillaient. L'animateur de ce séminaire orthodoxe, Alexander Ogorodnikiv qui a déjà passé un an dans un camp de travail pour « parasitisme », est par ailleurs interrogé actuellement à la prison de Kalinin pour « agitation antisoviétique ».

Les aller-retour du cavalier seul

On attendait André Frossard au *Matin*, il réapparaît au *Figaro* : la direction du quotidien de Robert Hersant annonce que l'éditorialiste y reprendra dès lundi prochain 15 avril sa chronique « Cavalier Seul ». La direction du *Matin* ne fait aucun commentaire.

Auto-défense : le ministre et les babouins

Dans un communiqué publié jeudi, le mouvement « Auto-Défense », réaffirme son hostilité à l'obligation d'utiliser les codes en villes, et « réclame la démission du ministre des Transport et du patron de la Sécurité Routière, M. Christian Gérondeau, le véritable instigateur de cette mesure ».

« Les automobilistes, écrit le mouvement Auto-Défense, sont, une fois de plus, les cobayes des expériences tentées par la Sécurité Routière alors qu'il a été décidé d'épargner les babouins utilisés précédemment par l'organisme national de la sécurité-routière pour des causes humanitaires ».

8 mai - oui, mais ....

Tout le monde est d'accord : le Sénat, la Commission des lois à l'unanimité : il faut rétablir le 8 mai comme fête légale liée à la célébration de la victoire de 1945.

Il ne manque qu'une petite formalité : l'inscription à l'ordre du jour complémentaire de l'Assemblée nationale par la Conférence des Présidents. C'est là que tout s'arrête : U.d.f et R.p.r, bafouillent que l'année prochaine, peut-être...

Alain Hautecœur, rapporteur du projet, a expliqué aux Présidents des Associations d'Anciens Combattants à cause de qui ils n'obtenaient toujours pas satisfaction.

ABONNEZ-VOUS A « RIPOSTE »

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.